

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

L'entreprise KTM SA, basée à Genève, cherchait un courtier. Elle a donc publié récemment une annonce dans laquelle figurait la mention «no military obligation for male candidates» – littéralement, pour les rarissimes lecteurs qui ne maîtriseraient pas l'anglais: «Pas d'obligation militaire pour les candidats masculins.»

Tollé! L'Union des Sociétés Militaires Genevoises crie à la discrimination, à la violation de la loi sur l'égalité¹. Elle rappelle au passage – et c'est bien nécessaire par les temps qui courent – que servir dans l'armée est une obligation constitutionnelle. Elle demande aux autorités genevoises – en l'occurrence les conseillers d'Etat Pierre Maudet et Mauro Poggia – de prendre des sanctions contre la société «active dans le négoce de produits pétroliers», qui se permet de bafouer les droits des militaires.

Nul, apparemment, n'a été choqué par le fait que l'auteur de l'annonce a utilisé l'anglais dans une région francophone, sans doute pour opérer un premier tri.

Personne n'estime plus que nous les citoyens qui «assument leurs obligations constitutionnelles», alors qu'il est si facile de s'y soustraire de nos jours. Et nous admettons volontiers que le critère d'embauche qui exclut les militaires masculins aurait dû s'appliquer aussi aux quelques volontaires de sexe féminin, ainsi, d'ailleurs, qu'aux «civilistes» et aux membres de la protection civile.

Cela dit, l'époque où les militaires, en particulier les officiers, avaient automatiquement les faveurs des employeurs du fait que la formation acquise à l'armée pouvait enrichir leurs compétences professionnelles est révolue depuis longtemps. D'autre part, la diminution des effectifs de l'armée et l'âge relativement précoce – en gros trente-cinq ans – auquel les soldats suisses sont libérés du service mettent sur le marché du travail de nombreux jeunes gens qui n'auront pas à s'absenter souvent, et parfois longtemps, pour cause de services d'avancement ou de cours de répétition. Dans ces conditions, on peut comprendre, même si on le déplore, que certaines entreprises préfèrent engager des employés libres d'obligations militaires.

Fallait-il le mentionner dans l'offre d'emploi qui fait scandale? Pourquoi pas? Pourquoi donner de faux espoirs ou faire perdre leur temps à des gens dont on refusera de toute façon les offres de service du fait de leur activité dans l'armée?

Il ne faudrait pas, évidemment, que l'accomplissement de leur devoir devienne un handicap professionnel pour les jeunes gens qui croient encore à la nécessité de défendre notre pays. Mais ce n'est pas en sanctionnant les entreprises dont les offres excluent les militaires qu'on protégera ces derniers. Tout au plus obtiendra-t-on que lesdites entreprises cachent derrière d'autres raisons leurs fins de non-recevoir. Après tout, les employeurs sont encore libres de choisir leur personnel selon leurs propres critères.

D'ailleurs, toute offre d'emploi n'est-elle pas discriminatoire? Les entreprises qui exigent une bonne connaissance de l'anglais ne discriminent-elles pas les gens qui parlent le chinois, le russe et l'arabe, mais pas la langue de Donald Trump ou d'Elizabeth II? L'entreprise de déménagement qui choisit d'engager un malabar plutôt qu'une frêle jeune fille ne viole-t-elle pas la loi sur l'égalité?

Il y a encore dans ce pays de nombreux employeurs disposés à engager des jeunes gens soumis à l'obligation de servir, à condition que ceux-ci disposent d'une formation de qualité et des compétences requises par le poste à pourvoir.

On se calme!

Mariette Paschoud

¹ <http://www.usmg.ch/politique-discriminatoire-de-recrutement-a-geneve-lusmg-denonce-aux-autorites-des-pratiques-illegales/>.

Exister d'abord, prospérer ensuite

Durant la campagne qui a précédé l'élection présidentielle française, certains observateurs en Suisse, plutôt favorables à une économie libérale, se sont inquiétés de voir Mme Marine Le Pen défendre dans ce domaine un programme très marqué à gauche, axé sur l'interventionnisme étatique et la surprotection sociale. Par réflexe de rejet, ils se sont réjouis de ce que M. Emmanuel Macron offrait aux Français la possibilité de choisir une politique libérale.

D'autres, davantage préoccupés par la défense des communautés nationales contre l'immigration et le mondialisme, se sont déclarés choqués qu'on puisse encourager la candidature de M. Macron pour de simples motifs économiques. Ils y ont vu une forme de soumission à l'idéologie ultra-libérale prônant la guerre de tous contre tous et l'abandon des plus faibles au détriment du «bien commun».

Il ne faut pas utiliser trop vite de grands mots. On peut être opposé au socialisme sans être forcément un suppôt de l'ultra-libéralisme. Il existe heureusement des solutions, corporatistes notamment, pour réguler certains métiers et civiliser certaines relations économiques sans en appeler à une cascade d'interventions législatives. En ce sens, la critique de la politique trop à gauche de Mme Le Pen était pleinement justifiée.

En revanche, on peut faire deux reproches à ceux qui ont cru pouvoir en déduire la nécessité de soutenir M. Macron. Le premier est qu'ils ont sans doute été téméraires, sinon naïfs, car rien ne garantit que celui-ci ne poursuivra pas la même politique socialiste que ses prédécesseurs. C'est en effet la voie la plus facile si l'on veut éviter de trop déplaire à un peuple qui, depuis des décennies, a été habitué à l'assistanat.

Le second reproche qu'on peut leur adresser est qu'ils font passer le souci – certes légitime – d'une économie matériellement prospère avant celui, plus fondamental, de l'existence et de la survie de la communauté. Or, pour prospérer, il faut d'abord vivre. Et à tout prendre, il vaut mieux vivre pauvrement que mourir dans l'opulence.

Cette évidence ne suffit pas à convaincre ceux qui pensent que le danger d'anéantissement de la communauté par une immigration massive n'est que potentiel, et que ce danger peut être conjuré par la prospérité. Celle-ci, selon eux, aurait la vertu d'éliminer ou d'atténuer les frustrations sociales tout en intégrant les nouveaux venus grâce aux relations de travail. Un tel raisonnement trahit toutefois une réflexion insuffisante. Certes, les tensions sociales sont souvent suscitées ou aiguës par la pauvreté, mais d'autres facteurs peuvent aussi les faire éclater, à commencer par les fossés culturels ou religieux. Certes, la consommation frénétique et abrutissante peut contribuer à atténuer la conscience communautaire des immigrés, mais elle n'épargne pas les autochtones. Et qui peut croire que les étrangers continueront à s'intégrer par le travail lorsque leur environnement professionnel ne sera composé que d'étrangers?

En réalité, la vitalité économique aide à intégrer l'immigration tant que celle-ci reste quantitativement et qualitativement raisonnable. Au-delà, elle ne peut avoir au mieux qu'un effet retardateur, avant que les dysfonctionnements inhérents à toute société malade ne commencent à ruiner cette vitalité.

Un chef d'Etat doit tout faire pour assurer la prospérité de la communauté qu'il dirige, mais il ne peut pas compter sur cette seule prospérité pour résoudre tous les problèmes. Il est à craindre que ni Mme Le Pen ni M. Macron n'aient réfléchi à tout cela.

Pollux

Pauvre France

On avait espéré un débat de fond sur les grands enjeux économiques, politiques et sociaux qui attendaient la France et l'Europe ces cinq prochaines années. Bien sûr, on savait Marine Le Pen faible, mais on la croyait capable d'interpeller son adversaire sur l'immigration de peuplement incontrôlée, le *Grand Remplacement*, sur la famille, sur la sécurité, bref sur des sujets qui n'intéressent pas le grand capital

dont Pinocchio Macron est la marionnette charmante, mais qui préoccupent néanmoins beaucoup de Français.

Trois fois hélas! Ceux qui comme moi et pour mon malheur se sont infligés le *Grand Débat* entre les deux finalistes de la présidentielle française en ont été sévèrement punis. Les deux journalistes ont été lamentables, sans autorité et sans méthode. Ils se sont révélés proprement ridicules. Le fondateur du mouvement *En Marche* a été très bon, professoral et légèrement méprisant, compétent et calme, confiant dans la puissance de ses maîtres qui possèdent l'argent, la presse et les réseaux.

Lorsqu'on est la créature des maîtres du monde, on n'a guère de souci à se faire dans une élection locale à l'échelle de la planète. Le résultat final ne pouvait faire de doute, mais on espérait néanmoins de la candidate patriote une prestation de qualité.

Mme Le Pen a été catastrophique. Dans un récent éditorial¹, l'hebdomadaire parisien *Rivarol*, généralement jugé très à droite, a décrit le vrai visage de Mme Le Pen comme suit: «Une insupportable vulgarité, une incompetence et une inculture abyssales, une bêtise à front de taureau qui n'a d'égale que son mépris ricanant, ses rictus grotesques (...) un vide doctrinal sidéral (...)»

Elle a perdu immédiatement plus de sept points dans les intentions de vote et il est vraisemblable que de nombreux indécis, partisans de Fillon, de Mélenchon, de Dupont-Aignan, ou d'autres «petits candidats» du premier tour, et qui envisageaient de voter pour elle contre la mondialisation ou contre l'Union européenne, sont partis à la pêche dimanche dernier ou ont voté blanc.

Il y a plus grave pour Jean-Marie Le Pen, à qui rien n'aura été épargné, et pour l'ensemble de la droite française. Les Républicains sont divisés, le Parti socialiste est mort, le communiste trotskyste Mélenchon est fâché contre les communistes staliniens du PC et le Front national a explosé. Lasse d'être traitée comme une gamine indisciplinée, Marion Maréchal Le Pen quitte le navire. Marine s'accroche alors même que sa ligne politique est vivement contestée à l'interne, ce qui l'a conduite à opérer des purges qui la privent peu à peu de ses meilleurs éléments. Il ne restera bientôt autour d'elle et de son nouveau mouvement *patriote* que des esclaves dociles et sans relief.

Je serais surpris que le FN (ou quel que soit son nom futur) puisse gagner plus de trente-cinq à quarante députés aux législatives. Gain dérisoire de la «dédiabolisation»: tant de fidèles exclus, tant de reniements, tant de promesses oubliées pour ça!

Les vrais patriotes ne font plus le poids. Comme l'écrivait Sade dans *Les infortunes de la vertu*: «La vertu, telle belle qu'elle soit, quand malheureusement elle

devient trop faible pour lutter contre le vice, devient le plus mauvais parti qu'on puisse prendre, et dans un siècle entièrement corrompu, le plus sûr est de faire comme les autres.»

Dans son ensemble, le personnel politique français a compris où est la soupe. Ceux qui n'y ont pas encore goûté, ces nouveaux venus de la société civile, vont vite comprendre et *feront comme les autres*. Rien ne va changer fondamentalement: dénatalité par encouragement de l'IVG remboursée, immigration de peuplement sans frein, zones de plus en plus nombreuses de non-droit républicain, insécurité dans les quartiers désertés par la police, PME et artisans lourdement taxés, agriculteurs ruinés, code du travail pléthorique et sclérosé, déficits publics abyssaux, chômage croissant...

Le nouveau président de la France est *en marche*. Mais vers quoi? Il est peu probable qu'on le suive pendant cinq ans s'il marche dans les pas de ses parrains Attali, Rothschild, Minc et Cie. Mais que faire avec une main d'œuvre qui ne veut pas travailler plus de trente-cinq heures par semaine et qui exige la retraite à soixante ans!

Pauvre France!

Claude Paschoud

¹*Rivarol* n° 3282 du 11 mai 2017.

Le non-sens triomphe

«Ce n'est pas de vivre selon la science qui procure le bonheur; mais de posséder la seule science du bien et du mal.»

Platon

Le slogan a remplacé la pensée et celle-ci, dans la vie publique de nos sociétés modernes, est pratiquement bannie. Nos libertés ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, elles ont le masque trompeur d'un asservissement de l'esprit progressif et généralisé.

Exemples: le Parlement européen, il y a trois ans, a adopté une directive dite «Bolkenstein», aux termes de laquelle une entreprise est, en matière de salaire et de protection sociale, soumise aux lois du pays où elle a son siège et non à celles du pays où travaillent ses employés. Ainsi, la supranationalité européenne détruit sciemment, à travers la souveraineté des Etats membres de cette Union, leurs propres devoirs de protection sociale et de garantie d'égalité de traitement devant la loi! Au nom du droit, on soumet l'homme et les Etats eux-mêmes à l'arbitraire! Or l'arbitraire est la négation même du droit.

Faisons-nous mieux en Suisse? Notre pays est censé être une confédération d'Etats. Qu'est-ce que la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) sinon une loi fédérale qui, en violation flagrante de la structure de cette confédération, légifère sur l'aménagement des territoires des cantons, autrement dit, nie leur statut d'Etats! Un Etat perd sa qualité d'Etat lorsqu'il ne devient qu'une circonscription administrative et qu'il n'est plus habilité à légiférer sur l'aménagement de son propre territoire. Ce genre de loi témoigne d'une méconnaissance grave de la structure essentielle d'une confédération.

Venons-en à la fameuse liberté religieuse. Si la religion est affaire d'opinion, il n'y a tout simplement pas de Dieu, car chacun est maître de ses opinions. Il est donc parfaitement contradictoire et absurde de penser qu'un Dieu créateur, de qui nous tenons l'être, ainsi que tout l'univers, puisse en quoi que ce soit dépendre de l'opinion qu'on puisse en avoir, a fortiori lorsqu'Il se révèle! J'entends bien que ceux qui débattent de cette question estiment par là protéger la paix sociale. Mais de quelle paix s'agit-il si la vérité en est a priori bannie? Ce prétendu bon sens cache une vraie folie.

Léon XIII nous le rappelle: «Les sociétés politiques ne peuvent sans crime se conduire comme si Dieu n'existait en aucune manière, ou se passer de la religion comme étrangère ou inutile, ou en admettre une indifféremment selon leur bon plaisir. En honorant la divinité, elles doivent suivre strictement les règles et le mode suivant lesquels Dieu lui-même a déclaré vouloir être honoré.»¹

A cet égard, le Front national, par son admission du mariage pour tous est un parti authentiquement révolutionnaire, bien qu'il le dissimule par son nationalisme.

Michel de Preux

¹ *Immortale Dei*, 1^{er} novembre 1885.

Eglise errante

Dans le numéro 6 (mai 2017) de *Réformés*, nouveau journal des Eglises réformées romandes, Gilles Bourquin, co-rédacteur en chef, docteur en théologie systématique de l'Université de Lausanne et pasteur à Delémont, consacre son éditorial aux *Mille manières de vivre l'Evangile*.

«Leur attachement aux traditions», nous dit-il, «n'empêche plus les Eglises réformées romandes d'explorer d'autres pistes communautaires et spirituelles: cafés théologiques, cultes cinéma, lieux de partage, groupes de soutien aux réfugiés, centres de méditation, pèlerinages, etc. Toutes ces offres ne sont pas nouvelles, mais leur nombre explose. Ce regain de créativité est très réjouissant!»

Nous apprenons plus loin que, selon les dirigeants des Eglises cantonales, «une part du financement actuellement attribué aux activités traditionnelles des pa-

roisses, dont l'impact social est désormais très faible, devrait être investie dans des projets innovants», lesquels permettraient «d'impliquer davantage les participants et [de] faire davantage appel à leur créativité, afin que ces derniers s'y sentent plus engagés qu'assis sur des bancs d'Eglise».

D'ailleurs, les mêmes autorités «ne considèrent plus le culte dominical comme un symbole d'unité représentant la foi de toutes les personnes de confession réformée (...)». Mais qu'on se rassure : «L'option choisie par les Eglises réformées romandes (...) ne consiste pas à abandonner les paroisses ni à supprimer les cultes dominicaux, mais à les intégrer dans un ensemble plus vaste d'activités. (...)»

Abandonner les paroisses? Vous n'y songez pas! On va simplement leur couper les vivres, réduire le temps que les pasteurs peuvent leur consacrer et renoncer progressivement à remplacer les ministres qui s'en vont.

Supprimer le culte dominical? Il n'en est pas question non plus. Il s'agit juste «d'articuler le spirituel à d'autres dimensions de l'existence»; de «rallier la vie chrétienne à des objectifs écologiques», par exemple.

Je trouve l'attitude des Eglises réformées romandes à l'égard des paroisses particulièrement insultante.

Elle est insultante pour les pasteurs, nombreux, qui considèrent que la transmission de la Parole doit se faire avant tout dans un lieu de culte et accessoirement seulement dans des cafés théologiques ou des groupes de soutien à quelque noble cause à impact social; pour ces pasteurs qui, s'ils sont parfaitement capables de faire preuve de créativité, ainsi qu'en témoigne la paroisse à laquelle j'appartiens, ne jugent pas pour autant le culte dominical comme une bête activité parmi d'autres, mais au contraire comme l'élément central de la vie de l'Eglise, celui où l'on prêche, baptise et communie; pour ces pasteurs qui déploient tant d'efforts, en dépit des obstacles, afin de maintenir, développer et pérenniser la vie de leur paroisse.

Elle est insultante pour les conseils paroissiaux, dont les membres consacrent des heures à soutenir les pasteurs et à assurer la bonne marche des paroisses, en faisant preuve bien souvent d'une réjouissante créativité, même si leurs objectifs ne consistent pas à se mêler de choses qui ne les regardent pas.

Elle est insultante pour les paroissiens, dont l'engagement est implicitement mis en doute, sous prétexte qu'ils viennent s'asseoir sur des bancs d'églises le dimanche matin.

Les Eglises réformées romandes courent après des chimères. Elles s'imaginent qu'elles attireront ou récupéreront des fidèles en renonçant à leur mission, qui n'est pas de se mêler de questions politiques, économiques ou écologiques, mais bel et bien d'annoncer l'Evangile sans se soucier de le moderniser.

Nous vivons une époque de crise religieuse. Quelles qu'en soient les causes, c'est un fait. Ce n'est pas en poursuivant des objectifs qui divisent et en dispersant les forces des croyants qu'on remédiera à cette regrettable situation.

M.P.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Depuis que tous les coups, même les plus bas, sont permis en politique et dans bien d'autres domaines, les fake news envahissent la presse et les réseaux sociaux.» Dites: «Depuis que tous les coups, même les plus bas, sont permis en politique et dans bien d'autres domaines, les fausses nouvelles envahissent la presse et les réseaux sociaux.»

Vous pouvez dire aussi, naturellement, les bobards, les mensonges, les fables ou les nouvelles mensongères. L'important est de ne jamais oublier que les médias sont comparables, le plus souvent, à une boussole qui montrerait tout sauf le nord.

Le pinailleur

Lettre ouverte aux chercheurs

à l'occasion de la mascarade de la «marche pour les sciences»

Vous n'avez pas le choix: vous faites partie d'une communauté scientifique. Cet adjectif a même été substantivé pour décrire votre profession, ou plutôt vos professions tant elles sont diverses. Par votre éducation et formation, vous êtes des savants à la pointe des connaissances dans votre domaine. Mais vous n'êtes pas des prêtres qui enseignent et répètent leur catéchisme; vous transmettez votre savoir et simultanément vous cherchez à l'étendre, à l'améliorer, à l'affiner. Si vous êtes fidèles à une méthode exigeante de discipline et d'honnêteté, vous savez aussi appréhender votre immense ignorance, celle de vos intuitions invérifiables et celle de l'inconnu imprévisible. Collectivement, votre intelligence est sans limites; individuellement, chacun d'entre vous connaît les siennes.

Pour tout cela, vous méritez le respect, l'admiration même lorsque vous nous amenez vers des rivages jusque-là inconnus.

Pour autant, vous n'êtes que des femmes et des hommes banals. Votre profession peut, mais ne doit pas nécessairement, être une vocation ou même un sacerdoce. Vous interagissez avec vos congénères de la même manière que M. ou Mme Toutlemonde, simultanément *homo socialis* et *homo æconomicus*.

Votre modèle économique est un peu bizarre dans la mesure où, en théorie du moins et à l'exception de ceux d'entre vous ayant un mandat d'enseignant, vous

n'avez pas de clients à satisfaire. Votre unique *Key Success Factor* est la qualité de votre recherche, elle-même évaluée par vos pairs. Vous jouissez donc d'immenses degrés de liberté, tant pour choisir vos thèmes que pour formuler vos stratégies de recherche. C'est d'ailleurs devenu si compliqué que vous agissez de plus en plus en groupes, voire même en réseaux internationaux. Un Darwin ou l'Einstein de la relativité restreinte n'auraient pas beaucoup d'avenir dans la communauté scientifique d'aujourd'hui.

Sans clients identifiés désireux d'acheter vos services¹, vous avez néanmoins besoin de financement, pour vous, votre groupe et les équipements nécessaires à l'accomplissement de vos projets. Vous devenez donc dépendants de la bonne volonté d'un mécène, avant tout l'Etat. Celui-ci, ne l'oubliez jamais, est très bienveillant à votre égard. Il alloue des budgets discrétionnaires importants à la recherche et délègue à des comités de sages la tâche de distribuer cette manne. Lorsque vous avez fait vos preuves, vous faites vous-mêmes partie de ces sages décidant des priorités et des allocations, dans les disputes budgétaires de votre alma mater, ou comme experts dans des aréopages étatiques. Le *publish or perish*, si important pour établir votre réputation, doit aussi être accompagné d'un fort souci pour le *cash or crash*, si important à votre simple survie professionnelle.

Votre liberté est donc conditionnelle. Vous êtes dépendants de priorités politiques, modes plus ou moins éphémères, et du jugement de vos pairs. Comme en toute bureaucratie, vous devez vous soumettre à une normalisation, tant de votre comportement que des objets mêmes de vos recherches.

Et c'est là que votre modeste condition humaine n'est plus entourée du prestige du savant. Il vous faut savoir jouer avec ce système, ce qui n'a rien de répréhensible, mais en faisant cela, vous courez le risque d'y vendre tout ou partie de votre âme.

Il est d'une part facile de tomber dans une pensée de groupe qui ne promeut que ce qui a d'ores et déjà été promu. C'est même encore plus facile lorsque cette pensée de groupe pose en axiome qu'il est bon de sortir des sentiers battus, mais réprimande immédiatement celle ou celui qui s'en éloigne par le mauvais côté, celui que la pensée de groupe veut ignorer.

D'autre part, la tentation est grande, tant pour vos mandants que pour vous, les mandatés, d'aligner buts et objets de recherche à des intentions, au soutien de causes diverses. C'est ce qui s'appelle *advocacy research*, de plus en plus pratiquée pour répondre aux esprits du temps. Non seulement ce sont des programmes dits prioritaires qui spécifient les résultats à atteindre, les exemples ne manquent pas², mais il s'agit aussi d'un climat général dictant ce qui est *cool* et excluant ce qui n'est pas en conformité à des pensées dominantes. Du point de vue du profane que je suis, le seul réconfort est que, à la longue, ces modes s'épuisent, soit par manque d'attention, soit par manque de résultats. Mais cela peut durer trop longtemps et coûter très cher, surtout dans le mauvais usage de la ressource principale de ce *business*, votre intelligence et vos talents humains. Il faut donc sans cesse

vous exhorte de ne pas mêler idéologie et travaux scientifiques, cela dessert la qualité de votre travail et en corrompt les résultats.

Être un vrai *maverick* est plus risqué que de se conformer, allez-vous croire ? Bien sûr un indépendant, voire un rebelle, aura plus de peine à obtenir les crédits nécessaires à sa recherche, ou même sera exclu par des pairs peu scrupuleux et dogmatiques. Il lui faudra se montrer d'une qualité encore supérieure à celle des meilleurs de son domaine, mais surtout s'interdire à soi-même de se poser en maître à penser. Bien sûr les qualités nécessaires à une telle attitude ne se trouvent pas chez chacun d'entre vous; ce qu'il vous est alors possible de faire est de rechercher ces *leaders* pour joindre vos efforts aux leurs, et fuir les prévaricateurs et autres idéologues.

Vous n'êtes ni à la recherche de la vérité ni n'avez à défendre d'autre cause que celle d'améliorer la connaissance. Vos opinions ou autres états d'âme sont à laisser tranquilles, bien au fond de votre sphère privée; c'est là votre devoir de réserve, même si vous êtes soumis à la tentation d'en sortir. L'expert que vous êtes ne s'exprimera qu'en fonction de ce qu'il sait, il aura le courage d'avouer son ignorance et les limites de sa connaissance; et surtout elle ou il refusera de prendre position, même au risque de subir le rejet et l'opprobre des caciques du système.

Respectés, admirés, libres, bien subventionnés, rappelez-vous que ces privilèges sont conditionnés à votre seule excellence scientifique, et jamais à quelque allégeance que ce soit.

Que votre carrière soit fructueuse!

Michel de Rougemont

Source: <http://blog.mr-int.ch/?p=3963>

¹ Cela se passe dans le cas de la recherche dite appliquée, mais c'est un autre sujet même si la distinction n'est pas toujours nette.

² Encore une fois, il ne s'agit pas de programmes de développement technologique, qui sont des *business plans* plus ou moins aventureux. Mais en matière de recherche climatique, d'écologie, de toxicologie, de sciences sociales et économiques, nombreux sont les programmes à éviter qui spécifieraient un cadre strict pour «trouver» des «faits» ou arguments allant dans un sens ou un autre.

Bricoles

Responsabilité

Il paraît, selon le *Canard Enchaîné* du 19 avril, que Marine Le Pen a provoqué un tollé en déclarant que la France n'était pas responsable de la rafle du Vél d'Hiv – au cours de laquelle plus de treize mille juifs apatrides avaient été arrêtés en juillet 1942. Ce que voulait dire la candidate FN à la présidence de la République française était naturellement qu'il fallait attribuer l'événement au gouvernement de l'époque et non à la France en général, en quoi elle a parfaitement raison.

Mais il faut savoir que si elle prétendait qu'il fait beau un jour de grand soleil, Mme Le Pen provoquerait un tollé, c'est-à-dire le courroux du *Canard*, du *Monde*, de *Libération* et de quelques autres organes de presse tout aussi honnêtes et objectifs.

Education scolaire

Selon un sondage en ligne lancé par le quotidien gratuit alémanique *20 Minuten*, 58% des sept mille femmes qui y ont participé «ont peur de se balader seules la nuit», en raison des risques de harcèlement et d'agressions sexuelles¹.

Comme «il existe encore trop d'hommes qui ne respectent pas les femmes et leur intégrité corporelle», une dénommée Daniela Brühwiler, conseillère dans un centre zuricois pour victimes d'agressions sexuelles, préconise «que les garçons apprennent, déjà à l'école primaire, qu'ils doivent respecter les femmes».

Il me semble que, en vertu de l'égalité des sexes, il faudrait que les filles apprennent, déjà à l'école primaire, qu'elles doivent se faire respecter par les hommes, notamment en évitant de se «balader seules la nuit» dans des endroits inadéquats.

¹ *20 minutes*, jeudi 20 avril 2017.

Bonne question

Le 18 avril, *20 minutes* narrait à ses fidèles lecteurs les mésaventures d'un grand-père anglais qui s'apprêtait à partir pour les Etats-Unis avec sa famille, dont son petit-fils de trois mois: en remplissant la demande de visa de ce dernier, l'aïeul distrait avait, en cochant par inadvertance la mauvaise case, répondu par l'affirmative à la question: «Prévoyez-vous de participer ou avez-vous déjà participé à des activités terroristes, d'espionnage, de sabotage ou de génocide?»

Emotion à l'ambassade américaine de Londres.

On comprend jusqu'à un certain point cet émoi: qu'un terroriste-espion-saboteur-génocideur présumé paraisse âgé de trois mois ne saurait l'exonérer de tout soupçon – on fait tant de choses avec un bon déguisement, un maquillage habile et des faux papiers impeccables! Ce qu'on comprend moins bien, c'est que les autorités des USA puissent s'imaginer qu'un individu décidé à se livrer, si possible impunément, aux activités énumérées plus haut aurait l'idée absurde de les en informer.

Ils sont fous ces Américains!

Jeunes benêts

Comme les jeunes ont des choses à dire en politique et qu'il est de bon ton de leur prêter une oreille attentive, des parlements des jeunes ont vu le jour dans la plupart des cantons suisses. Ils sont soutenus par la Fédération suisse des Parlements des Jeunes, qui se veut «un centre de compétences politiquement neutre dans le domaine de la participation et de la formation politiques des jeunes»¹. Soit.

Afin d'encourager la participation politique des jeunes, la Fédération a mis au point, notamment, un site qui s'appelle, en anglais bien entendu, *easyvote*². Je dois dire qu'on trouve chez ces fournisseurs de vote facile un guide sur la manière de voter bien utile aussi pour les «vieux» qui peinent à s'y retrouver entre les enveloppes qu'il faut ouvrir correctement pour pouvoir les refermer ensuite de manière

adéquate et celles dans lesquelles il faut glisser son bulletin de vote, sans compter la carte de vote qu'il ne faut pas oublier de signer et de tourner dans le bon sens si on veut que l'adresse du greffe municipal se trouve côté fenêtre et à l'endroit. Un vrai casse-tête!

Autre outil proposé par *easyvote*: une brochure explicative concernant la votation du 21 mai.

Il semble que la ville de Biemme, pour lutter contre la faible participation des jeunes, ait envoyé à mille citoyens de dix-huit à vingt ans ce document, dont le mérite est d'expliquer les choses «de manière simple, compréhensible et neutre»³.

Doit-on en déduire *a contrario* que les explications fournies par d'autres sources, y compris celles du Conseil fédéral, ne sont ni simples ni compréhensibles ni neutres? Ou faut-il admettre que les autorités biennoises considèrent leurs jeunes citoyens comme des benêts?

¹ <http://www.dsj.ch/fr/actualites/>.

² <https://www.easyvote.ch/fr/home/>.

³ *20 minutes*, 19 avril 2017.

Equilibre

Quel que soit le résultat du vote – résultat qui ne nous sera pas connu au moment de la sortie de ce numéro –, il faut noter que l'alliance entre la Vert'libérale Isabelle Chevalley et l'UDC Jacques Nicolet en vue du deuxième tour de l'élection au Conseil d'Etat vaudois a fortement déprimé Pierre-Yves Maillard, président socialiste en exercice de l'exécutif cantonal; non point en raison du caractère opportuniste de cette alliance, forcément «contre-nature», ni parce que, en cas de succès du tandem dit de droite, la «droite» – notion assez vague en somme – allait redevenir majoritaire au Château et lui ravir la présidence du Conseil d'Etat: M. Maillard est évidemment au-dessus de ces basses considérations. La tristesse qu'il a exprimée publiquement était due uniquement au fait qu'on risquait d'assister à «la fin d'une décennie de rapports équilibrés entre la gauche et la droite».

En somme, au regard d'un socialiste, des rapports équilibrés entre la gauche et la droite au Conseil d'Etat vaudois ne sont possibles que si la gauche est majoritaire et le président de gauche.

A vrai dire, on s'en doutait un peu.

M.P.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057